

Subject Files Regarding Social Welfare
Distribution and Delivery
C/SOC/532-Red Cross

17/07/1962-27/08/1963

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

DECLASSIFIED

UN ARCHIVES

SERIES S-0737

BOX 9

FILE 3

ACCE DAG 13/1.6.1.0

cc: Mr. Carey Seward
Mr. Gilpin

C/SOC 532

CIV.OPS./1123/63

Léopoldville, le 27 août 1963

Monsieur le Secrétaire général,


C'est avec beaucoup de plaisir que j'ai pris connaissance de votre lettre du 15 août, dont je vous remercie vivement. En effet, de nombreux excellents rapports me sont parvenus sur le travail effectué au Congo par la Ligue des Sociétés de la Croix Rouge, en réponse à la demande initiale du Secrétaire général en 1960.

Bien qu'à l'heure actuelle, notre collaboration présente un caractère de moindre envergure, j'ai beaucoup apprécié votre promesse d'une coopération continue avec nos services, et réciproquement, j'ai grand plaisir à vous donner l'assurance d'une collaboration continue de notre Organisation.

Je partage entièrement votre avis sur l'importance qu'il y a de renforcer les sociétés nationales de la Croix Rouge. Actuellement, comme vous le savez, nous travaillons étroitement avec la Croix Rouge du Congo dans le projet de l'UNICEF pour la distribution du lait.

Je suis heureux d'apprendre que les petits malentendus survenus dans le passé en ce qui concerne le statut personnel de vos représentants vis-à-vis de l'ONUC ont été surmontés, et j'ai le plaisir de vous confirmer que vos représentants, soit qu'ils travaillent avec la Croix Rouge congolaise dans le projet de l'UNICEF pour la distribution du lait, soit qu'ils collaborent avec le Haut Commissaire pour les Réfugiés, continueront de bénéficier des avantages du PX et de l'Economat, ainsi que des cartes d'identité de l'ONUC, aussi longtemps que ces avantages continueront à exister pour notre propre personnel.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma considération très distinguée.


M. Dorsinville
Chargé de la Mission

Monsieur Henrik Beer
Secrétaire général
Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge
Petit-Saconnex
Genève, Suisse



C/Soc 532



LIGUE DES SOCIÉTÉS DE LA CROIX-ROUGE

FÉDÉRATION MONDIALE DES SOCIÉTÉS NATIONALES DE LA CROIX-ROUGE,
DU CROISSANT-ROUGE ET DU LION ET SOLEIL ROUGES

Télégraphe : LICROSS - GENÈVE

Téléphone : 34 55 80

Télex : 22555

le 15 août 1963

Petit-Saconnex

GENÈVE

SUISSE

Rev le 20 août 63
WJ

Monsieur l'Ambassadeur M. Dorsinville
Chef de l'Opération des Nations-Unies
au Congo

Léopoldville

Monsieur l'Ambassadeur,

En prenant aujourd'hui la liberté de vous écrire, je ne fais que reprendre une correspondance qui s'était établie dès 1960 avec vos prédécesseurs, et qui a malheureusement été laissée à l'abandon depuis un certain temps. Je pense en effet qu'une bonne information réciproque ne peut que se révéler hautement bénéfique pour notre collaboration, puisque nous visons à apporter chacun de notre côté, une aide aussi efficace que possible à la population de ce pays. Cette coopération, commencée en 1960 à la demande pressante du Secrétaire Général des Nations-Unies, n'a plus le caractère d'urgence qu'elle avait alors; il n'en reste pas moins qu'elle n'a cessé de se poursuivre, et je me plais à souligner ici, que tant à New-York qu'à Léopoldville, nous avons toujours rencontré la plus grande compréhension de la part des Nations-Unies. De notre côté, nous sommes toujours efforcés de donner une réponse aussi positive que possible aux demandes des Nations-Unies et de ses agences spécialisées - OMS, UNHCR, UNICEF, etc.

Cependant, l'ère des opérations de secours d'urgence, domaine d'action de la Ligue, a heureusement pu arriver progressivement à son terme. C'est ainsi que nous avons été amenés à retirer de Léopoldville, à fin avril 1963, notre Délégation "Opérations de Secours", laissant à nos délégués stationnés à Usumbura et Bukavu le soin de continuer l'action entreprise en faveur des réfugiés Batutsis au Kivu.

Le retrait de cette Délégation "Secours" ne signifie pas pour autant la fin de notre présence au Congo. En effet, nous avons entrepris, dès 1961, et en étroite collaboration avec l'UNICEF, un programme tendant à renforcer la Croix-Rouge du Congo. Il s'agissait en particulier de donner à cette Société Nationale, maintenant reconnue par le Comité International de la Croix-Rouge, les cadres, les structures, les moyens financiers et techniques indispensables à sa mission. J'aime à croire que vous serez d'avis, comme nous, qu'une Société de Croix-Rouge solidement implantée et efficace représentera pour l'avenir un atout des plus précieux pour ce vaste pays, qui n'est malheureusement pas plus qu'un autre, à l'abri de catastrophes naturelles, voire de conflits internes.

C'est dans cette perspective que l'UNICEF a décidé, en mars de cette année, de continuer à apporter à la Croix-Rouge du Congo son soutien pour une année encore. Et c'est pour permettre à cette Croix-Rouge de bénéficier au maximum de cette assistance, et afin de l'aider à se consolider autant que possible, que nous avons détaché auprès d'elle une petite

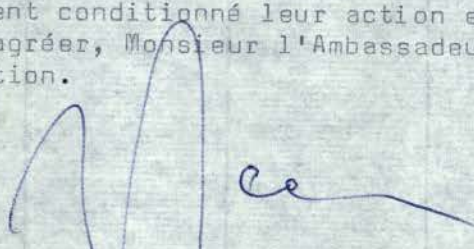
Délégation chargée de lui fournir l'aide technique dont elle a encore besoin.

Je crois avoir, par ce qui précède, défini les grandes lignes de la mission confiée à nos délégués. Je sais que, d'ores et déjà, ils ont pris contact avec vos services, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'UNICEF. Je suis également informé que, certaines malentendus initiaux ayant été rapidement surmontés, les responsables de vos départements intéressés leur ont accordé, du moins dans une certaine mesure, les facilités qui nous avaient été garanties en son temps par le Secrétaire Général des Nations-Unies lui-même. C'est pour moi un sujet de profonde satisfaction que de constater que notre collaboration, qui dure depuis trois ans, peut ainsi se poursuivre fructueusement, et je ne doute pas que les contacts entre l'ONUC et notre Délégation continueront à être caractérisés, comme par le passé, par une attitude de confiance, de compréhension et d'aide réciproques.

Quant à nos délégués opérant au Kivu, dans le cadre de l'opération conjointe UNHCR-Ligue, leur action est susceptible de se prolonger jusqu'au début de 1964. Il s'agit là aussi d'une opération financée dans une assez large mesure par l'une des agences spécialisées des Nations-Unies, et je suis certain que tous nos délégués pourront là également bénéficier jusqu'au bout de leur mission des facilités qui ont depuis 1960 été accordées par l'ONUC à nos représentants.

Je ne manquerai pas, bien entendu, de reprendre contact avec vous pour vous tenir au courant de tout développement de notre activité au Congo, et je souhaite très vivement que notre collaboration conserve dans l'avenir le caractère fécond qu'elle a eu jusqu'à présent, dans l'intérêt même de la Croix-Rouge du Congo et, à travers elle, de la population tout entière de ce pays.

En vous exprimant la très vive gratitude de la Ligue pour toute l'assistance que nos délégués ont pu trouver et trouvent toujours auprès de l'ONU - assistance qui a souvent conditionné leur action et le succès de leur tâche - je vous prie, d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.



Henrik Beer
Secrétaire général

UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

INDICATE
PRIORITY

LTV	SVC Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	PRIORITY NATIONS
-----	----------------	------------------	-------------------	---------------------

Priority Nations traffic
is strictly limited.

NR

(Address to)

UNATIONS NEW YORK

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix &/or number as required

USE DOUBLE SPACING.

ONUC 2-152 PARASIMHAN FROM ANACHREE AND DORSIEVILLE

REUR 3623 ON REPRESENTATIONS BY HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES FOR THE
EXTENSION OF PX AND COMMISSARY FACILITIES TO LICROSS PERSONNEL. WE HAVE
RECONSIDERED MATTER AND FEEL THAT IN INTEREST OF GOOD RELATIONS WITH
HMGCCRRR THE THREE INTERNATIONAL STAFF MEMBERS OF LICROSS ON WHOSE
BEHALF REPRESENTATIONS WERE MADE SHOULD BE PERMITTED TO CONTINUE TO
ENJOY THE FACILITIES. AN ARGUMENT OF HMGCCRRR WHICH CANNOT BE IGNORED
IS THE FACT THAT THE THREE OFFICIALS ARE SERVING IN BUKAVU AS AGENTS OF
HIGH COMMISSIONER. TWIOT AGREES WITH US. PLEASE CABLE URGENTLY
HEADQUARTERS CONFIRMATION OF OUR DECISION

BY:

Drafted by : G. Anachree
Authorized :
Date : G. Anachree
29 May 1963

TC142 F NY 55/94 31 20352 ;

STAT

GRUC

LEO ;

3844 FOR DORSINVILLE AMACHREE REUR D152. AGREE YOUR PROPOSAL
TO EXTEND PX AND COMMISSARY FACILITIES TO THREE INTERNATIONAL
STAFF LICROSS PERSONNEL ON BASIS YOUR DECLARATION THAT THEY
ARE SERVING AS AGENTS OF UNHCR. SUCH STAFF IN OUR OPINION
COVERED BY ARTICLE 18(B) OF AGREEMENT BETWEEN UNATIONS AND CONGO ;

NARASIMHAN *

COL 3844 D152 18(B) *

ZAP

C.P.E.

NY 22 13 22332

LTP

UNICEF

UNICEF

UNICEF GILPIN YOUR 4947. EXTENSION PRESENT AGREEMENT TO END
-4947/100. UNICEF AGREEABLE TO CONTINUE MILK DISTRIBUTION
UNDER NORMAL TITLE THREE SYSTEM TO END 1963 BUT AT PRESENT CANNOT
COMMIT ITSELF FOR 1964. UNICEF IS EXPLORING VARIOUS POSSIBILITIES
FOR FUTURE CONTRIBUTION ON A LONG TERM BASIS AND WILL ADVISE
LATER.

AMACHREE *

COL 2202 4447 19E 20YE 20YE 20

YC53 NEWYORK 72 21 2157Z ;

LTF

ONUC

LEO ;

3623 ANACHREE REFERENCE WITHDRAWAL AMENITIES FOR LICROSS EMPLOYEES.
HAVE DISCUSSED QUESTION HERE WITH ALL CONCERNED INCLUDING UNICEF.
PROPOSAL TO WITHDRAW FACILITIES WAS MADE BY TWIST AND WAS AGREED
TO BY HEADQUARTERS ON THIRTY APRIL. IF YOU CONSIDER A REVERSAL
OF DECISION IS INDICATED, ;

P2/22 ;

IT WOULD BE BEST FOR NEW ARRANGEMENT TO BE WORKED OUT ALL

CONCERNED IN LEOPOLDBVILLE FOR FINAL APPROVAL BY HEADQUARTERS ;
NARASIMHAN ;

COL 3623 "

INFO COPY

Mr. Ahmed - 244

Adm To

File No

ACTION

PER 250

3623

6.1.1

6.2.1

P.X.

UNATIONS NEW YORK

AND 227 AMEMBASSY FROM AMREB, IN ADDITION TO PX AND CORRESPONDENT
FACILITIES EXTENDED TO THREE LICENSED INTERNATIONAL STAFF IT HAS NOW
BEEN AGREED TO ALSO PROVIDE THEM WITH ORAC IDENTITY CARDS. MARLIN
HAS BEEN ADVISED ACCORDINGLY.

WILL MISS H. Gray

AMREB
2/2/50

S/Soc 532

12 July 1963

Chère Madame Egger,

Comme suite à la lettre que je vous ai adressée le 22 juin et à laquelle j'avais joint copie d'une lettre envoyée par le représentant de l'ONUC à Bukavu au commandant du 7ème bataillon de gendarmerie au sujet des trois gendarmes katangais disparus entre Bukavu et Stanleyville, je vous communique ci-joint copie de la réponse du commandant du 7ème bataillon au représentant de l'ONUC à Bukavu.

...

Veuillez agréer, chère Madame, mes respectueuses salutations.

E.F. Marcella,
Conseiller juridique.

Madame J. Egger,
Déléguée du Comité international
de la Croix-Rouge,
41, avenue Valcke,
LEOPOLDVILLE.



Comité International de la Croix-Rouge

DELEGATION AU CONGO

C/soc 532

Léopoldville, le 24 juin 1963
41, avenue Valcke - Tél. 4596 - B. P. 3055

Notre réf. :

Monsieur M. DORSINVILLE
Chargé de la Mission des
Nations Unies au Congo

LEOPOLDVILLE

Monsieur le Chargé de Mission,

Pour votre information, nous nous permettons de vous transmettre, en annexe, photocopie d'une lettre adressée le 20 juin 1963 par M. G.C. SENN, Chef de notre Délégation à S.E. Monsieur J. ILEO, Ministre d'Etat à Elisabethville.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Chargé de Mission, les assurances de notre haute considération.

Pr. Le Chef de Délégation

J. Egger - déléguée

annexe



20 juin 1963

Monsieur le Ministre,

Je me réfère à la visite que je vous ai faite le 20 mai dernier, et au cours de laquelle j'ai attiré votre attention sur les graves violations des Conventions de Genève commises par les soldats de l'A.N.C.

Nombreuses sont les plaintes de civils européens et encore plus congolais, qui ont été malmenés et battus par des soldats de l'A.N.C. au moment de leur arrestation et pendant leur détention.

Plus grave encore est le cas des deux Européens tués respectivement à Elisabethville et Jadotville, dont

Son Excellence,
Monsieur J. ILEO
Ministre d'Etat pour les Affaires katangaises

ELISABETHVILLE

je vous ai entretenu. Les coupables ont été transférés à Léopoldville et soustraits, de ce fait, à la juridiction de la Cour compétente d'Elisabethville ce qui, à nouveau, est contraire aux Conventions de Genève.

La République du Congo ayant adhéré aux Conventions de Genève, il appartient aux Autorités militaires de veiller à leur respect. Ce respect ne pourra être obtenu sans avoir, au préalable, instruit l'armée du contenu des Conventions. Or, à la suite de différents contacts que j'ai eus avec des officiers de l'A.N.C., je regrette en avoir retiré l'impression que ceux-ci n'ont même pas la connaissance la plus élémentaire des Conventions de Genève.

Il y a un an, un nombre considérable de "Résumé des Conventions de Genève" édité dans les différentes langues usités au Congo, a été remis à Mgr. NOKI, Aumônier en Chef de l'A.N.C., qui par l'intermédiaire des différents aumôniers militaires, en a organisé la

distribution parmi les officiers et soldats. Mgr. NOKI m'a indiqué que cette campagne a été faite avec l'accord et l'appui du Général J. MOBUTU, Commandant en Chef.

Les résultats atteints semblent toutefois prouver que l'importance voulue n'a pas été accordée à cette tâche. Faut-il en conclure, que les Autorités militaires compétentes ont omis jusqu'à présent, soit par négligence, soit volontairement, de diffuser et de faire respecter les Conventions de Genève au sein de l'Armée?

A Elisabethville, la brève entrevue que j'ai eue récemment avec le Colonel BOBOSO, ne m'a nullement convaincu de son intérêt à l'égard des Conventions de Genève, dont il ne possède d'ailleurs pas la connaissance compatible avec le grade et les responsabilités qu'il occupe. N'ayant à ce moment pas d'exemplaires en lingala du "Résumé des Conventions" (qui pourraient sans doute être obtenus auprès de Mgr. NOKI), je lui ai

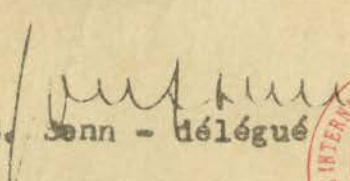
- 4 -

fait parvenir, le jour suivant, un exemplaire en luba et swahili.

En tant que représentant du Gouvernement Central, l'un de vos plus importants devoirs est sans conteste de veiller au respect des Conventions de Genève. Aussi je vous demande de bien vouloir accorder toute votre attention à la diffusion de ces Conventions parmi les officiers et soldats de l'A.N.C. se trouvant au Katanga.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Chef de Délégation

G.C.  - délégué

c.c. Monsieur le Premier Ministre
Monsieur le Ministre de la Défense Nationale
Monsieur le Chargé de Mission des Nations Unies
C.I.C.R. - Genève



C/Soc 532

ZFM/vmd

Letter from Bukavu about the
same subject in (C/POL 113(3))
CD

le 22 juin 1963

Chère Madame Egger,

Me référant à votre lettre du 17 juin adressée à
M. le Procureur Général, au sujet des trois gendarmes katangais
disparus à Bukavu entre l'hôpital et le camp militaire au
courant de l'année passée, dont copie nous est parvenue, je vous
communiqu ci-joint pour votre information copie d'une lettre
adressée par le représentant de l'ONUC à Bukavu à ce sujet au
Commandant du 7ème Bataillon de Gendarmerie, le 17 juin 1963.

Veuillez agréer, chère Madame, l'assurance de mes
sentiments les meilleurs.

Z.F. Marsella

Mme J. Egger, Délégué,
Comité International de la Croix Rouge,
41 Avenue Valcke,
LEOPOLDVILLE

ROUTING SLIP

TO

Mr Marcella *20m*

APPROVAL .		NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	✓	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	✓	FOR ACTION

copy of this letter
has ^{already} been sent to
Gaviola by memo
from O.i.C. dated
2/6/63

→ file *rom 26/6*

DATE

24 June

FROM

B. L. H. W.



Pour votre information.

Avec les compliments du
Comité International de la Croix-Rouge.

Genève, 7, Avenue de la Paix

17 juin 1963

Monsieur le Procureur Général
Parquet Général

LEOPOLDVILLE

Monsieur le Procureur Général,

Le 18 mai 1962, les autorités provinciales du Sud-Katanga ont demandé à notre Délégation de procéder à des recherches au sujet de 5 gendarmes katangais, prisonniers à Bukavu. Les enquêtes, faites par le Représentant des Nations Unies à Bukavu, dès le 4 juillet 1962 et jusqu'au 6 mars 1963, n'ont donné aucun résultat.

Toutefois, lors de la visite que le Chef de notre Délégation, M. G.C. SENN, a faite, en février dernier, à la prison de Konga-Konga près de Stanleyville, il a pu déterminer que 5 soldats katangais avaient été soignés à l'hôpital de Bukavu début 1962. Parmi ceux-ci, les nommés :

- BEANGOMBE Laurent (tribu Muemba)
- KIMANGA Gustave (tribu Mutabwa)
- KIBOKO Nkulimba (tribu Muemba)

ont été emmenés le 5/4/1962 par la gendarmerie militaire au Camp Saio, tandis que les 2 autres :

- KALONDA Shabani
- NGOY Edouard

ne quittèrent l'hôpital pour ce même camp que le 1er mai 1962.

Lorsqu'ils arrivèrent au camp, on leur apprit que leurs 3 camarades avaient été transférés à Stanleyville, où se trouvaient d'autres prisonniers katangais. Eux-mêmes partirent pour Stanleyville le 24 juillet 1962 et arrivèrent à la Prison Centrale le 1er août 1962, où ils ne trouvèrent aucune trace des trois premiers.

Depuis, notre Délégation a essayé en vain d'obtenir des informations sur le sort de ces trois hommes. Nous joignons à la présente, pour votre information, photocopies des lettres adressées :

- le 20/2/63 au Col. MULAMBA
- le 23/4/63 " " "
- le 23/4/63 au Général J. MOBUTU
- le 29/5/63 à M. Z.F. MARCELLA, Conseiller légal des Nations Unies.

Au début de ce mois, le Chef de notre Délégation s'est rendu à nouveau à Stanleyville et a eu un entretien avec le Colonel MULAMBA, qui lui a indiqué ne pas avoir eu le temps de mener une enquête. M. G.C. SENN lui a suggéré de désigner un officier compétent pour accomplir cette mission. Le Colonel MULAMBA a précisé que les soldats KALONDA Shabani et KIBOKO Nkulimba avaient été libérés et intégrés dans une compagnie de l'A.N.C. stationnée à Stanleyville.

Ainsi que nous l'avons dit au Général MOBUTU, il est inconcevable que trois hommes disparaissent sans laisser la moindre trace et sans que personne ne se soucie de leur sort. Nous ne voyons que 3 possibilités :

- ces prisonniers n'ont pas été transférés à Stanleyville, mais dans une autre localité,
- ces prisonniers se sont échappés du Camp Saïo ou durant leur transfert
- ces prisonniers ont perdu la vie.

- 3 -

Notre Délégation fait appel à votre intervention pour qu'une enquête soit menée de toute urgence par les autorités civiles ou militaires compétentes et que nous soyons tenus au courant de ses résultats.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Procureur Général, les assurances de notre considération très distinguée.

Pr. Le Chef de Délégation

annexe

J. Egger - délégué



c.c. Son Excellence
Monsieur le Premier Ministre
Son Excellence
Monsieur le Ministre de la Justice
Son Excellence
Monsieur le Ministre de la Défense Nationale
Monsieur le Chargé de Mission des Nations Unies ✓
C.I.C.R. - Genève



COMITÉ INTERNATIONAL
DE LA
CROIX-ROUGE

Délégation au Congo
41, avenue Valcke
LÉOPOLDVILLE

Monsieur M. DORSINVILLE
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

LEOPOLDVILLE



Comité International de la Croix-Rouge

DELEGATION AU CONGO

C / soc 532

*copy sent to faviola
with memo dated 4/6
nm
7/6*

Notre réf. :

Léopoldville, le 29 mai 1963
41, avenue Valcke - Tél. 4596 - B. P. 3055

Monsieur Z.F. MARCELLA
Conseiller légal

ONUC
LEOPOLDVILLE

Cher Monsieur Marcella,

Vous vous rappelez sans doute, qu'il y a un certain temps je vous ai demandé des informations au sujet de 3 soldats de la gendarmerie katangaise, qui ont disparu entre l'hôpital de Bukavu et la prison centrale de Stanleyville.

Afin de vous éviter des recherches et d'épargner votre temps, je vous transmets, en annexe, les photocopies suivantes :

- 1/ de ma lettre du 20/2/63 au Col. MULAMBA à Stanleyville
- 2/ de mon rappel du 23/4/63 et de ma lettre du même jour au Général J. MOBUTU
- 3/ de mes lettres des 6/3/63 et 19/4/63 aux Nations Unies.

Le 22 avril dernier, vous m'avez informé qu'aucune information ne vous était encore parvenue de votre représentant à Bukavu.

Puis-je suggérer que le représentant des Nations Unies à Bukavu fasse une enquête afin de déterminer :

- 1/ qui a escorté ces 3 soldats depuis l'hôpital de Bukavu : leurs deux compagnons, que j'ai interrogés à la prison de Stanleyville, ont affirmé qu'ils ont été emmenés de l'hôpital par la police, le 5 avril 1962. Je pense qu'ils ont voulu dire la police militaire. Quoi qu'il en soit, si un registre est tenu à l'hôpital, il devrait être aisé de trouver quand ils ont été transférés et qui a signé l'auto-



Comité International de la Croix-Rouge

DELEGATION AU CONGO

Léopoldville, le
41, avenue Valcke - Tél. 4596 - B. P. 3055

Notre réf. :

- 2 -

risation de sortie.

2/ les deux soldats restant à l'hôpital, ont été transférés de Bukavu à Stanleyville en août 1962, et ont quitté Bukavu le 24/7/1962 après avoir passé quelques jours au camp militaire de Saio. Dans ce camp des soldats leur ont indiqué que leurs 3 compagnons avaient déjà été transférés à Stanleyville. Le Commandant du Camp de Saio doit posséder des registres indiquant :

a/ quand les 3 soldats, arrivant de l'hôpital, sont arrivés au Camp Saio

b/ quand ils ont quitté le Camp Saio pour Stanleyville.

Il serait peut-être indiqué que le Major Jean BADU, Commandant de la place de Bukavu, prête son aide dans ces recherches. Vous trouverez, en annexe, une lettre que je lui adresse et que le Représentant des Nations Unies à Bukavu pourrait lui remettre s'il juge cette aide indiquée. Je connais personnellement le Major BADU depuis 1960.

J'espère que de cette manière nous arriverons enfin à obtenir quelques informations, qui nous permettront d'avancer dans nos recherches.

D'avance je vous remercie de votre intervention et vous présente, cher Monsieur Marcella, l'assurance de mes salutations les meilleures.

Le Chef de Délégation

annexes

G.C. Senn - délégué

c/soc 532

le 14 Mai 1963

A: Captain Habib Ammar, Tunisian Liaison Officer
Military Personnel Branch

DE: Z.F. Marcella, Conseiller Juridique

OBJET: Demande d'informations concernant
BELKHIRIA Abderrahman dit LASSAD
Né 1936 à Djennal, Tunisie
Fils de Wadjsalem Belkhiria
Nationalité: tunisienne
Grade: Sergent Chef
Dernières nouvelles: 2.9.1960 de Bakwanga,
Sud Kasai, Congo
Adr. militaire: Secrétariat d'Etat à la
Défense, Tunis

Je vous saurais gré de bien vouloir me
faire savoir si vous possédez des renseignements
concernant le susnommé qui était membre de la Force
des Nations Unies au Congo en 1960.

Ces renseignements nous ont été demandés
par le Comité International de la Croix-Rouge.

C/Soc 532 551



13 MAI 1963

Comité international de la Croix-Rouge

**Agence centrale de recherches
GENÈVE (Suisse)**

Date

Date le 26 avril 1963

Datum

Référence

Reference

Bezug

FC/LV 38.152/HE

*Le Comité international de la Croix-Rouge vous
prie de bien vouloir rechercher :*

BELKHIRIA Abderrahman dit LASSAD

Né: 1936 à Djemmal, Tunisie

Fils de Hadjsalem Belkhiria

Nationalité : tunisienne

Grade: Sergent Chef

Dern. nouvelles: 2.9.1960 de Bakwanga,
Sud Kasai, Congo

Adr. militaire: Secrétariat d'Etat à la
Défense, Tunis

Le sus-nommé faisait partie des "Casques Bleus" de l'ONU. Nous vous serions très reconnaissants si vous pouviez obtenir des informations le concernant auprès de l'ONUC .

A la demande de: Bechir BELKHIRIA (frère)
47, Rue du Portugal
TUNIS, Tunisie.

1e 10 mai 1963

Monsieur le Président

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 24 avril dernier par laquelle vous nous remerciez pour l'aide que notre Organisation a pu accorder à la Croix-Rouge dans le but de soulager la misère causée par les tragiques événements qui se sont déroulés récemment à Jadotville.

Je suis très sensible aux sentiments de gratitude que vous exprimez et je vous prie de croire que l'ONUC est toujours prête à collaborer avec la Croix-Rouge dans la mesure de ses moyens.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

Max H. Dorsinville
Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

Monsieur Ladislas Kizyalla
Président du Comité Provincial
Croix-Rouge du Congo
B.P. 444
ELISABETHVILLE

cc: Mr. Gilpin
Mr. Mathu
Mr. Amonoo

→ R.C. file
am

ROUTING SLIP

TO

Mr Maxella

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Noted. Thank you
v. much. Most
interesting. (I like
to probe him my
friend Ndjoku!)

DATE

11/5

FROM

am

ROUTING SLIP

TO

Mr Gilpin ^{any}

APPROVAL

NOTE AND RETURN

SEE ME, PLEASE

YOUR COMMENTS

YOUR SIGNATURE

X

YOUR INFORMATION

NOTE AND FILE

FOR ACTION

You may be interested
in page 2, 3rd para
of attached letter

DATE

11/5

FROM

Marcella



Comité International de la Croix-Rouge

DELEGATION AU CONGO

C/soc 532

Notre réf. :

*noté
nom 10/5
Mr. Z.F. Manella
Agal Adiner ONOC
"Royal" - Léopoldville
For your information.
10/5/1963*

Léopoldville, le 8 mai 1963
41, avenue Valcke - Tél. 4596 - B. P. 3055

Monsieur le Major MENA
Chef d'Etat-Major
1er Groupement A.N.C.
B.P. 276
LULUABOURG

Monsieur le Major,

Je désire vous remercier de m'avoir donné l'occasion d'entretenir brièvement vos officiers des Conventions de Genève.

J'ai conservé l'impression que ce domaine était totalement inconnu de mon auditoire et que ces principes humanitaires, essentiellement différents des lois traditionnelles de la guerre en vigueur dans ce pays jusqu'à ce jour, sont difficilement acceptables pour de nombreux membres de l'A.N.C.

Tous les gouvernements, qui ont reconnu et ratifié les Conventions de Genève, se sont engagés à les respecter. Tel est le cas du Gouvernement de la République du Congo.

Les Conventions ne contiennent que les principes fondamentaux en vue d'assurer la vie, la protection de la santé et de la dignité humaine, ainsi que la préservation de la propriété publique et privée.

Il se peut que les exigences des Conventions de Genève soient en contradiction directe avec la tradition du peuple congolais en ce qui concerne la conduite, les droits et les devoirs d'une armée en campagne. Mais ceci ne peut constituer un argument pour ne pas instruire les membres de l'A.N.C. des Conventions de Genève, car aucun motif, quel qu'il soit, peut être invoqué pour en empêcher la diffusion et la mise en application dans les pays dont les Gouvernements sont parties aux Conventions. Pareille attitude constituerait une infraction.



Comité International de la Croix-Rouge

DELEGATION AU CONGO

Léopoldville, le
41, avenue Valcke - Tél. 4596 - B. P. 3055

Notre réf. :

- 2 -

De même, les pays, qui ont adhéré aux Conventions de Genève, se doivent de les appliquer dans leur ensemble, et ne peuvent en éliminer certains aspects parce que contraires à leurs traditions nationales. Je pense ici à certains membres de l'A.N.C. qui, pour cette raison, ont montré leur aversion envers les Conventions.

Pour votre information personnelle, je mentionnerai qu'en 1961, mon collègue, M. M. FRUUCHIGER de Genève, a remis un exemplaire des Conventions au Lt. Col. NDJOKU, qui le lui a retourné en précisant "nous avons nos propres règles pour la conduite de la guerre, les Conventions de Genève ne nous conviennent pas".

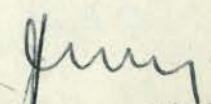
[Un autre problème, que je souhaite soumettre à votre attention, est celui de l'hôpital de Luluabourg, qui a un urgent besoin de donneurs de sang pour les grands malades, les opérations, les hémorragies.

Vos soldats bien nourris peuvent donner régulièrement une certaine quantité de sang, sans que leur santé en soit affectée.

Je vous prie d'étudier cette possibilité, qui permettrait de sauver de nombreuses vies humaines et d'accélérer la guérison de certains malades. A ce sujet, vous pourriez utilement vous mettre en rapport avec le Dr. G. SCALZO, médecin en chef de l'OMS (Immokasai).

En vous réitérant mes remerciements, je vous prie de croire, Monsieur le Major, en mes sentiments les meilleurs.

Le Chef de Délégation


G.C. Senn - délégué

C/Soc 532

23 avril 1963

Général J. MOBUTU
Commandant en Chef de l'A.N.C.

Quartier-Général
LEOPOLDVILLE

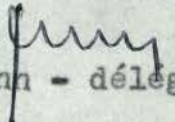
Mon Général,

Je vous transmets, en annexe, copie de ma lettre de ce jour au Col. MULAMBA. A ce jour, je n'ai reçu aucune réponse à ma première lettre datée du 20 février dernier.

Je me permets de vous demander de prendre les mesures nécessaires afin qu'une enquête soit menée de toute urgence. Il est inconcevable que 3 hommes disparaissent sans laisser aucune trace.

D'avance je vous remercie de votre intervention et vous présente, Mon Général, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Chef de Délégation


G.C. Senn - délégué

c.c. Ministre de la Défense Nationale
✓ Chargé de Missions des Nations Unies

CROIX - ROUGE DU CONGO



ELISABETHVILLE

B. P. 444 Téléphone 2122

Réf. J'ville

N° 231/63

Annexe :

Secrétariat Provincial.

Monsieur le Représentant,

Nous avons l'honneur de vous remercier pour l'aide que votre Organisation a apportée à la Croix-Rouge lors des événements de Jadotville.

Grâce à vos secours et surtout à l'empressement que votre personnel a apporté à l'acheminement des médicaments, plusieurs vies humaines ont pu être sauvées.

Réitérant tous nos remerciements, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de notre considération très distinguée.

Pr. le Comité Provincial,
Le Président.

Ladislav KIZYALLA.

A Monsieur le Représentant
des Nations Unies
Léopoldville.

C/soc 532

Elisabethville, le 24 avril 1963,
1342, avenue Mgr. de Hemptinne,
Bâtiment Bianchi (Local 8)

Red Cross file
C/soc 532

23 avril 1963

Colonel MULAMBA
Commandant du IIIe Groupement
STANLEYVILLE

Mon Colonel,

Le 20 février dernier, je vous ai écrit au sujet de 3 prisonniers katangais, qui ont disparu entre l'Hôpital de Bukavu et la Prison Centrale de Stanleyville, et je vous ai transmis la déclaration intégrale, qui m'avait été faite verbalement par les prisonniers NGOY Edouard et KALONDA Shabani.

Auriez-vous l'obligeance de m'indiquer sans retard quelles mesures vous avez prises pour retrouver ces trois prisonniers.

Dans l'attente du plaisir de vous lire, je vous présente, Mon Colonel, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Chef de Délégation

[Signature]
G.C. Senn - délégué

c.c. ✓ Chargé de Mission des
Nations Unies au Congo
Chef des Opérations Civiles
Onuc à Stanleyville
Général J. MOBUTU,
Commandant en Chef de l'ANC

C/SOC 532

X C/POL 113(3)

22 April

3

TO : Mr. G.A. Gaviola, Chief Civilian Affairs Officer, Bukavu
FROM : R.K. Gardiner, Officer-in-Charge, Leopoldville
SUBJECT : Three missing members of the ex-Katangese Gendarmerie

With reference to my memorandum of 13 March 1963 on the above subject, I would be grateful if you could let me know if any information has come to light regarding the three members of the ex-Katangese Gendarmerie who have disappeared between the Hospital of Bukavu and the Central Prison of Stanleyville.

RPM/um

C/Soc 532

22 April 1963

Dear Mr. Senn,

With reference to your letter of 19 April 1963 concerning the three missing members of the ex-Katangese Gendarmerie, I regret to inform you that we have not yet received a reply from Bakavu on the subject. We have sent a reminder to-day and we will not fail to inform you as soon as we receive a reply from Bakavu.

Please accept my best regards,

Yours sincerely,

Z.P. Marcella
Legal Adviser

Mr. C.C. Senn,
Délégué du Comité International de la Croix-Rouge,
41, Avenue Valcke,
B.P. 3055,
Léopoldville

ZPM/mm



Comité International de la Croix-Rouge

DELEGATION AU CONGO

C/soc 532

Léopoldville, le 19th April, 1963
41, avenue Valcke - Tél. 4596 - B. P. 3055

Notre réf. :

Mr. Z.F. MARCELLA
Legal Adviser

ONUC
LEOPOLDVILLE

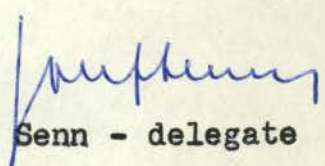
Dear Mr. Marcella,

I refer to my letter of the 6th March concerning 3 military prisoners of the Katangese gendarmerie, who have disappeared between the Hospital of Bukavu and the Central Prison of Stanleyville. Details are given in this letter.

May I ask you to inform me whether, and if so, which results the ONUC Representative in Bukavu has achieved so far in this matter?

Thanking you in advance,

Yours sincerely,


G.C. Senn - delegate

c/soc 532

Le 8 avril 1963

Monsieur le Délégué,

... J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, pour votre information et en vue de toute action que vous jugerez utile de prendre en la matière, copie d'une lettre qui m'a été adressée par deux anciens officiers du Sud-Kasai.

Veuillez agréer, Monsieur le Délégué, les assurances de ma haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission des
Nations Unies
au Congo

Monsieur G.C. Senn,
Délégué en chef du
Comité international de la Croix-Rouge,
41, avenue Valcke,
B.P. 3055,
Léopoldville

... Encl.

SFR/m

Léo. Ntolo, le 05.04.1963.

A Monsieur Caroliner, Représentant de l'ONU au Congo à Léopoldville.

Monsieur,

C/SOC 532

CONCERNE Demande de libération
47 O.SD SUD-KASAI détenus
à Ndolo.

Nous regrettons vivement de devoir porter à votre meilleure connaissance que

- le 29 septembre 1962, un coup d'Etat fut opéré, à Bakwanga, dans des conditions incontestablement illégales.
- en tant que militaires et n'ayant pas manifesté de sentiment quelconque d'appartenance politique tant bien avant le soi-disant coup d'Etat que jusqu'à présent, comment expliquer que nous sommes arrêtés, à Bakwanga, le 29 septembre 1962 et transférés, à la prison de Ndolo, à Léopoldville, le 18 octobre 1962, au nombre de 306, quelque 75 nôtres étant restés à la prison centrale de Bakwanga.
- A plusieurs reprises, nous avons essayé de demander à qui de droit, au Gouvernement Central, de bien vouloir nous préciser la nature de l'acte matériel ou juridique que nous aurions commis, nous autres, lequel acte doit justifier notre emprisonnement qui dure voilà bientôt 7 mois. Si nous aurions commis un acte juridique, ne serait-il pas indiqué de suivre la procédure judiciaire normale notre accusant doit d'abord nous assigner devant un tribunal judiciaire. Le juge, en se référant aux plaintes que l'accusant aurait déposées à notre charge, doit nous entendre et si nous avons tort, nous prouver en quoi et prononcer alors la sentence, en évoquant les principes légaux de base en matière du jugement. Cette procédure d'équité judiciaire, nous nous étonnons très fort de ne pas la voir appliquée lors de notre arrestation. Nous considérons, en conséquence, cette condamnation comme arbitraire.
- Depuis notre emprisonnement et malgré que le Congo soit indépendant, nous vivons dans les conditions des plus insalubres, à la prison de Ndolo.
- Le 10 décembre 1962, les G.S qui étaient avec nous, furent mutés au sein de l'ANC. Le même mois durant, quatre officiers furent également libérés par le Parquet de Léopoldville. Le 21 Février 1963, nos 75 frères qui étaient à la prison centrale de Bakwanga, ont été libérés par le Major, commandant la 5^e Brigade de l'ANC, au SUD-KASAI et le 07-mars 1963, les ministres et le Général DINANGA, Floribert ont recouvré, eux aussi leur liberté.

Dès lors, nous ne parvenons pas à nous expliquer que nous sommes détenus jusqu'à ce jour, à la prison de Ndolo, avec toutes les conséquences fâcheuses que cette ^{mesure} onteuse doit entraîner sur le plan social et nous vous prions de bien vouloir vous pencher sur la réalité de notre dossier et ainsi nous libérer dans les dispositions que vous trouveriez les meilleures, suivant vos possibilités éventuelles. Nous sommes exactement 47 O.SD qui restons encore dans la prison de Ndolo.

...L...

Nous espérons que vous n'épargneres aucun effort intégral pour réserver, à cette affaire, la suite qu'elle doit réellement et légalement comporter et nous vous prions d'agréer, *Monsieur* l'expression de notre haute considération.

MUKALA, Oreste

(il'ordonne)
Ex Capitaine du SUD-KASAI, à Ndolo

KASONGA, René

(il'ordonne)
Ex Colonel du SUD-KASAI, à Ndolo.

Lettre aux :

- Président de la République,
- Honorables Sénateurs,
- Honorables Députés,
- Procureur Général,
- Ministre de la Défense Nationale,
- Ministre de l'Intérieur,
- Monsieur l'Administrateur en chef de la Sécurité Nationale,
- Commandant en chef de l'A.N.C.
- Commandant du 2^e Groupement,
- Monsieur Cardiner, sous à Leopoldville.
- Monsieur le 1^{er} Ministre, à Leopoldville.



C/soc 532

Comité International de la Croix-Rouge

DELEGATION AU CONGO

Léopoldville, le 26th February, 1963
41, avenue Vaelke - Tél. 4596 - B. P. 3055

Notre réf. :

PERSONAL

Mr. F.T. LIU

ONUC
LEOPOLDVILLE

Dear F.T.

During my visit to Stanleyville, I made some enquiries about the general position concerning the services of ONUC and WHO.

With regard to the former, I get the impression that much more could be achieved if the officials would play a more active role, in advising, visiting and supervising, than waiting until an irregularity is either report to them, or they get some information on it.

With regard to WHO, the very experienced general practitioner, Dr. BARLOVATS, gave me a number of instances, that the WHO doctors do not maintain a continuous service in the large hospital, of which WHO is in charge. When I made discreet inquiries, some Africans (senior civil servants) complained as well, and doctors of the Austrian medical team in Stanleyville made some caustic remarks concerning the diligence and sense of duty of some WHO doctors.

It is inevitable, that under such circumstances and conditions, the African medical orderlies acquire more and more power and independence, and abuse it particularly by mishandling medicines to which they have uncontrolled access.



Comité International de la Croix-Rouge

DELEGATION AU CONGO

Léopoldville, le
41, avenue Valcke - Tél. 4596 - B. P. 3055

Notre réf. :

- 2 -

I may mention, that such abuse of medicines is common practice by nearly all Congolese medical personnel, since the day of independence.

I do not know whether you can take the necessary steps to improve the position, but I feel obliged to bring this to your knowledge.

With all good wishes,

(*[Signature]*)
Yours sincerely,

G. C.

C/SOC 532

INDICATE
PRIORITY

S V C Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	X	PRIORITE NATIONS
------------------	------------------	-------------------	---	---------------------

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

N R

Address(es)

FROM : INTERNATIONAL COMMITTEE OF RED CROSS IEO
TO : MATHU ELISABETHVILLE

(TEXT & SIGNATURE)

Insert prefix & / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

PLEASE TRANSMIT TO TIETARD OF KATANGA RED CROSS OR TO
DE CASTELBERG WANGERMEE AVENUE QUOTE REFERENCE MES CABLE
ET LETTRE DU VINGTSEPT SEPTEMBRE STOP INDISPENSABLE QUE
VOLS HUMANITAIRES ENVISAGES SOIENT EFFECTUES TOUJOURS
PAR LE MEME EQUIPAGE ET LE MEME MEDECIN STOP URGENT ME
COMMUNIQUER PRECISIONS DEMANDEES STOP REMERCIEMENTS
FULLSTOP EGGER UNQUOTE

T. O. R.

T. O. D.

BY :

Drafted by : Egger-CICR

Authorized :

Date : 5/10/62

V/réf.

N/réf.

Le

S/L/21.

19th September 1962.

c/o I.C.R.C.

7, Avenue de la Paix,
Geneva.

Switzerland.

C/Soc 532

Sir,

I feel obliged to send you herewith a copy of a letter to the Foreign Minister of the Congo Republic, Mr. J. Bomboko, asking him to lift the ban imposed on all aircraft flying in the South Katanga, with the exception of those of ONUC, but including those chartered by the Red Cross.

When the ban was imposed, I wrote on August 16th to the Minister, explaining the position and the need for Red Cross flights. I handed the letter, in the absence of the Minister, to his Chef de Cabinet, who promised to submit it to the Minister and to see that the matter was dealt with - but nothing happened. I wrote a second letter to the Minister on August 28th, and on the same day I asked Mr. Gardiner to intervene with the Central Government in order to obtain its consent for the continuation of the Red Cross Mercy Flights.

After a discussion with Mr. Bomboko, Mr. Gardiner and Mr. Back at the former's Office, the Minister agreed to permit flights by ONUC planes put at the disposal (hired) of the Red Cross.

In order to implement the flights, I went to Elisabethville on August 30th and discussed the possibilities with Mr. Mathu, the local ONUC Representative, and with the responsible member of the Katanga Red Cross.

The outcome of the discussion induced me to write the above-mentioned letter to Mr. Bomboko. I feel I was fully justified in doing so, as it is my duty to represent humanitarian interests, regardless whether these interests hamper or further political ends and/or expediency.

I have the Honour to be,

Sir,

Yours respectfully

G. C. Senn, Delegate ICRC.

Mr. Thant,
Secretary General U.N.O.,
New York.
N.Y. - U.S.A.

